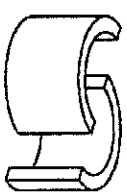


OFFICE NATIONAL DE SÉCURITÉ SOCIALE

INSTITUTION PUBLIQUE DE SÉCURITÉ SOCIALE
Place Victor Horta 11 - 1080 BRUXELLES - Tél. 02 609 31 11 - Fax 02 509 30 19 - Internet : www.onss.fgov.be
IBAN: BE63 6790 2618 BIC: PCHOBEBB - Heures de visite : de 9 à 11 heures 30, sur rdv tous les jours ouvrables sauf le samedi



DIRECTION GENERALE DE L'IDENTIFICATION ET
DU CONTRÔLE DES DECLARATIONS
Votre correspondant(e) :
POUPART CAROLLE

Tél. : 02/509.29.57
Fax : 02/509.21.02

E-mail : carolle.poupart@onss.fgov.be

IMPORTATION SPRL
Rue de Test 1
1234 BUREAUFINIE

A rappeler dans votre réponse s.v.p. :

Numéro d'entreprise : XXX.XXX.XXX

Notre référence : DGIII / A234567-89

Date d'envoi : 27/09/2012

SS 250-250

AVIS DE DÉBIT Cotisation patronale complémentaire pour le congé-éducation payé année d'exercice 2010

(Voir communication au verso)

Base de calcul en EUR	(1)	216.516,45	€
x 0,05 %	(2)	108,25	€

- (1) Salaire annuel global (éventuellement porté à 108%) de tous les travailleurs ou assimilés concernés et pour lesquels la cotisation ordinaire congé-éducation payé est due.
(2) Résultat en euros de la multiplication de (1) avec 0,05 %

Montant à payer (versement individuel)	108,25 €
Numéro de compte	IBAN : BE63 6790 2618 1108 BIC : PCHOBEBB
Message (communication)	A234567-89 2010 compl. congé-éducation
Échéance de paiement = celle des cotisations du trimestre d'envoi, dans ce cas-ci 31/10/2012.	

L'Administrateur général,
par délégation,

Sarah Scaillet
Directrice générale

COMMUNICATION AUX EMPLOYEURS

Une cotisation patronale complémentaire destinée au financement du congé-éducation payé est due par les employeurs qui appartiennent aux secteurs qui ont réalisé des efforts insuffisants en matière de formation.

L'Office national de sécurité sociale (O.N.S.S.) est chargé du calcul, de la perception et du recouvrement de cette cotisation.

Le produit de cette cotisation est destiné à l'Office national pour l'Emploi (Onem) où elle est exclusivement attribuée au financement du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs.

Cette cotisation est due en vertu de l'arrêté royal du 11 octobre 2007 (modifié par l'arrêté royal du 29 avril 2012) en exécution de l'article 30 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, lorsque les efforts globaux de formation effectués par tous les employeurs tombant sous l'application de la loi du 5 décembre 1968 relative aux conventions collectives de travail et aux commissions paritaires, ne sont pas équivalents à au moins 1,9 pcd de la totalité de la masse salariale de ces entreprises.

Un arrêté ministériel détermine annuellement la liste des secteurs qui ont réalisé des efforts insuffisants en matière de formation.

L'arrêté ministériel du 12/01/2012 (M.B. du 13/01/2012) contient, en annexe, la liste pour l'année 2010.

L'année à laquelle l'arrêté ministériel se réfère est l'année d'exercice. Les données de cette année d'exercice, que les employeurs ont communiquées à l'O.N.S.S. en application de l'article 21 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, servent de base pour le calcul de cette cotisation complémentaire.

En cas de réception tardive d'une seule ou de plusieurs déclarations, le calcul est effectué après réception de la dernière déclaration.

Le montant de la cotisation est calculé par l'O.N.S.S. et communiqué à l'entreprise visée à l'article 2, 3° de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets - entreprises agréés et portant diverses dispositions, qui exerce encore une activité pendant le trimestre civil de la communication.

Le montant de cette cotisation est calculé sur la masse salariale globale des occupations des travailleurs ou assimilés qui sont déclarés sous une (sous)commission paritaire qui est mentionnée dans la liste de l'arrêté ministériel visé relatif à l'année d'exercice concernée.
Le taux de cotisation est de 0,05%.

La cotisation est due avec et dans les mêmes délais que les cotisations de sécurité sociale qui, sur base de la loi du 27 juin 1969 précitée, se rapportent au trimestre au cours duquel le montant est communiqué.

Les modifications aux déclarations ne peuvent donner lieu à une aucune diminution du montant dû.

Cette cotisation complémentaire est assimilée à une cotisation de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne le délai de paiement, l'application des sanctions civiles et des dispositions pénales, la surveillance, l'indication du juge compétent en cas de contestation, la prescription, le privilège et la communication du montant de la créance de l'Office concernant la perception et le recouvrement des cotisations.